



## NICOLAS HÉNIN

**« Il faut se mettre d'accord sur des définitions. C'est cela la solution. »**

Ancien reporter de guerre et otage de l'État Islamique de juin 2013 à avril 2014, Nicolas Hénin est désormais président du think tank *Action Résilience*. Il est l'auteur de *Jihad Academy* (2015) et *Comprendre le terrorisme* (2017), publiés chez Fayard. Il plaide pour poser des définitions claires afin de mieux répondre au terrorisme et bâtir une société plus résiliente.

Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber | photo : Lucas Hueber

### **Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est l'institut Action Résilience ?**

J'ai créé deux structures communes dont les fondateurs sont les mêmes. D'une part, la société Action Résilience, qui fait de la formation et du conseil à but lucratif. Et d'autre part, un think tank à but non-lucratif, qui fait du plaidoyer et de la promotion de la recherche sur les questions de terrorisme et de radicalisation.

### **Avez-vous créé cette organisation pour combler un vide ?**

Il y a en effet un vide en matière de connaissances fondamentales sur les questions de terrorisme et de radicalisation. Et j'ai envie de dire que c'est un vide français. Si l'on va à l'étranger, dans les pays anglo-saxons ou en Europe du Nord, on trouve énormément de structures universitaires, de think tanks et de groupes de travail et de recherche qui produisent des travaux extrêmement pointus sur ces questions.

En revanche, en France, on a un vide qui est dû à l'université française, qui a tou-

jours regardé avec dédain les *war studies* et les *security studies*. Ces études sont considérées comme étant trop sécuritaires ou trop militarisées. Bref, comme des disciplines qui ne méritent pas leur place à l'université. La conséquence immédiate, c'est que l'on manque de formations pointues et d'écoles doctorales sur ces questions-là.

### **Ce vide n'est-il dû qu'à l'Université française ?**

La France a en fait un vide au niveau des discours publics, politiques et médiatiques. Ce vide, à mon sens, n'existerait pas si l'on avait des interlocuteurs et des références scientifiques et académiques disposant d'un niveau qui dépasse la contestation – ce sont des sujets clivants – et qui aient la capacité de diffuser leurs connaissances. Si les praticiens de terrain ne peuvent avoir accès à ces travaux parce qu'ils sont trop pointus ou rédigés dans un style qui n'est pas adapté, alors on se retrouve à entretenir le vide. Il faut donc rechercher l'excellence, mais aussi la diffusion de cette excellence.

Nicolas Hénin - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber

**Pourtant on voit beaucoup de spécialistes en tout genre s'exprimer dans les médias.**

On a en effet un temps de parole, un temps d'antenne et un volume médiatique très important sur les sujets de terrorisme. Malgré tout, si l'on va faire un sondage auprès de la population pour connaître le niveau de ses connaissances sur des questions basiques – sur le terrorisme, le jihadisme ou l'islamisme – on se rend compte que les gens n'y connaissent pas grand chose. Ce qui représente un énorme gâchis de temps de cerveau disponible et de temps médiatique.

**Donc, selon vous, tous ces spécialistes ne permettent pas de comprendre ce qu'est le terrorisme ?**

On a une difficulté de base à comprendre le terrorisme qui vient de la posture dans laquelle se drape le terroriste. Il a besoin de nous faire peur. Pour cela, il se revêt les habits du génie du mal, pour que l'on soit saisi d'épouvante, tétanisé et sidéré face à lui, et que l'on ne parvienne pas à réagir de façon rationnelle. D'où un certain nombre de clichés qui nous rassurent – le terrorisme ne serait qu'une forme de délinquance, de folie, ou de nihilisme – et qui sont problématiques : ils empêchent notamment de comprendre qu'il y a un vrai projet politique derrière toute mouvance terroriste. Jihadiste ou non, car le terrorisme dépasse largement le domaine de l'islamisme. Et ces clichés ont très souvent tendance à déresponsabiliser les personnes concernées. On peut par exemple citer la théorie de

l'emprise mentale. Si je considère le prévenu terroriste comme un individu embrigadé dans une secte, mon traitement sera d'aller le voir en lui disant « *ce n'est pas ta faute, c'est ton gourou qui t'a lavé le cerveau, ne t'en fais pas je vais te mettre à l'abri, t'éloigner de ton gourou et tu vas reprendre le cours normal de ta vie.* » C'est déresponsabilisant.

**Comment réussir à faire passer d'autres lectures auprès d'un public qui reste crispé par ce qu'il vit à chaque attentat ?**

Le terrorisme provoque de façon très classique deux réactions : la panique et le déni. Et il est très difficile de placer le curseur entre la panique et le déni. Pour cela, il faut prendre le temps, prendre de la hauteur historique, géographique, réfléchir sur la définition des concepts. C'est l'un des

**« LE TERRORISME PROVOQUE DE FAÇON TRÈS CLASSIQUE DEUX RÉACTIONS : LA PANIQUE ET LE DÉNI. ET IL EST TRÈS DIFFICILE DE PLACER LE CURSEUR ENTRE LA PANIQUE ET LE DÉNI. »**

principaux objectifs de mon livre : définir le terrorisme, la radicalisation, l'islamisme, même, qui est un terme finalement très fourre-tout, de façon à acquérir des bases saines sur lesquelles poser une réflexion et

une connaissance solide.

Mais il faut avoir conscience que tout cela est très politique. On touche en effet très vite à des clivages fondamentaux, des questions brûlantes. On va se confronter, d'un côté, à des griefs sur des questions d'intégration ou, au contraire, de politique migratoire. Or, quand on écoute les discours sur la radicalisation, on se rend compte que ce sont des discours pollués par l'idéologie. Pour caricaturer, si je vais voir quelqu'un avec une sensibilité de gauche et que je lui

Nicolas Hénin - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber

demande de m'expliquer la radicalisation, il mettra en avant les questions sociales, le parcours personnel de l'individu. Quelqu'un avec une sensibilité de droite, lui, me parlera d'un projet hégémonique de l'islam, de la vague migratoire ou du grand remplacement.

On convoque des clivages politiques qui sont profonds et qui nous entravent dans notre compréhension du phénomène.

### **Comment définiriez-vous le terrorisme ?**

Il y a eu énormément de tentatives et très peu de consensus. La plupart de ces tentatives de définitions ont buté sur la place des insurrections : à partir de quel moment quittent-elles le domaine de la lutte légitime pour devenir du terrorisme ? Et quelle est la place des luttes de libération nationale, dont certaines vont nous sembler sympathiques et qu'on va légitimer, alors qu'on délégitimera celles qui ne nous sont pas sympathiques ?

À mon sens, le terrorisme réunit trois facteurs : d'abord la violence, même symbolique, commise contre des civils. A ce titre l'évolution du GIA est un bon exemple : en 1992, 10 % des victimes du GIA étaient civiles. En 1997, ce sont 80 %. On voit bien ici la mutation d'une insurrection de type révolutionnaire et islamiste vers un mouvement purement terroriste.

Ensuite, il faut que cette violence soit exercée par un acteur non-étatique. Le terrorisme d'État n'existe pas en droit. Un État peut commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité des génocides, mais ne commettra pas, en tant que tel, de terrorisme. Ce n'est pas une façon pour moi d'exonérer les États de leurs crimes, c'est simplement une question de rigueur dans la qualification juridique.

Enfin, il faut que cette violence soit au

service d'une cause idéologique. Prenons l'exemple du tireur qui a tué plus de 50 personnes dans un concert de musique country à Las Vegas, le 1er octobre 2017. Si l'on avait retrouvé des traces de justification idéologique, on pourrait parler de terrorisme. Ce n'est pas le cas. Donc, jusqu'à preuve du contraire, ce n'est pas du terrorisme. La revendication faite par l'EI ne suffit pas, car rien ne vient corroborer l'engagement idéologique du tireur lui-même. Le terme de terrorisme est très stigmatisant et, de fait, personne n'acceptera jamais de l'endosser. Mais je pense que c'est une bonne base parce qu'il permet de délimiter l'usage légitime de la violence de l'usage illégitime. Et si je m'assois avec une personne radicalisée et qu'on arrive à se mettre d'accord sur une définition consensuelle du terrorisme et bien d'une certaine façon cette personne sera déradicalisée. Parce qu'on aura posé la limite entre la contestation violente légitime – parce que c'est parfois permis – et de la violence illégitime. C'est de ça dont il est question : se mettre d'accord sur des définitions. C'est cela la solution pour moi.

### **Et le terrorisme jihadiste ?**

Le terrorisme jihadiste, c'est tout cela au service d'une certaine lecture de la religion musulmane. Chaque terrorisme s'inscrit dans une tradition. Les modes opératoires se transmettent de génération en génération. Les terroristes reproduisent ce qui a pu marcher pour d'autres mouvances. Le terrorisme jihadiste, lui, a des particularités liées à une certaine lecture de l'islam, développée depuis maintenant près de 70 ans. Cependant, pour ce qui est de l'usage de la violence, on est dans une violence politique qui ne présente pas grand-chose

Nicolas Hénin - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber

de nouveau.

Le terrorisme est un objet utilisé au service de plusieurs causes. Mais cet objet reste globalement le même, quel que soit la cause en question ainsi que l'époque.

### **Peut-on parler de « guerre » contre le terrorisme ?**

Il n'y a pas de guerre dans le sens classique contre le terrorisme. La guerre est un état de mobilisation intense de tous les moyens d'une nation engagée pour sa survie. La menace terroriste n'est pas une menace existentielle pour notre pays. Ceci dit, l'armée française a été engagée dans des terrains de guerre de manière à peu près continue depuis sa dernière guerre officielle, qui était la guerre d'Algérie et qui se termine en 1962.

Toutes ces précautions étant prises, je pense qu'on doit considérer qu'on est en guerre, ne serait-ce que parce que c'est la posture adoptée par l'adversaire. Il ne serait pas raisonnable de considérer que l'on ne fait que du maintien de l'ordre face à un adversaire qui se considère en guerre.

### **Quel est le but d'une action terroriste ?**

Le but du terroriste n'est pas de tuer, c'est le but de l'assassin. Pour le terroriste, ce n'est qu'un moyen afin de terroriser. Terroriser pour diviser la société et la faire s'effondrer. On a deux types de victimes du terrorisme : les victimes directes, d'une part, et les victimes indirectes d'autre part : toutes celles qui regardent. Le terroriste applique le vieux principe de Sun Tzu, « *En tuer un, en effrayer 10 000* ». Et si la cible est en priorité civile, derrière, c'est bien l'État qui est visé. C'est un combat très politique.

L'un des principaux objectifs des terroristes est de saper l'un des fondamentaux

de notre pacte social qui a été défini par Max Weber au lendemain de la Première Guerre mondiale : le monopole d'État de la violence légitime. Seul l'État peut avoir un exercice légitime de la violence dans une société développée et civilisée.

Les terroristes cherchent à attaquer ce principe par les deux côtés : d'abord par le bas, en faisant en sorte que la population pense que l'État n'est pas capable de la protéger et en la poussant à prendre les armes elle-même. Et, à l'autre bout du spectre, il s'agit de faire croire que l'État est oppresseur, illégitime, et que le terrorisme est donc une réponse normale.

### **C'est une guerre asymétrique, donc les terroristes n'ont en réalité que peu, voire aucune chance de gagner sur le plan militaire.**

C'est bien un combat asymétrique. Toutes les insurrections le sont. Mais dans un certain nombre de guerres insurrectionnelles, comme au Viêtnam, c'est bien le plus fort qui a perdu. L'asymétrie d'un conflit peut se compenser par des moyens nivelants, et le meilleur d'entre eux est le levier que constitue la peur. Les groupes terroristes sont relativement petits, parfois quelques centaines de personnes qui font face à des sociétés de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Et, malgré tout, la société peut parfois perdre. Cela dit, la vague de terrorisme jihadiste qui nous frappe ne menace pas dans l'immédiat la continuité de l'État selon moi.

### **Les terroristes ont-ils malgré tout atteint une partie de leurs objectifs en France ?**

L'un des objectifs du terrorisme est aussi la polarisation des sociétés visées, si possible en provoquant l'extrême inverse, en l'occurrence l'extrême-droite, voire l'ex-

Nicolas Hénin - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber

trême-gauche. Il s'agit aussi de radicaliser ce qu'ils appellent la « zone grise », en l'occurrence les musulmans de France, pour favoriser le recrutement. La France a certes des problèmes, mais reste une société relativement fonctionnelle. Cependant, on sent ponctuellement une certaine hystérisation du débat qui a clairement été favorisée par la vague d'attentats.

**Comment une démocratie où s'applique la liberté d'expression et de circulation peut-elle lutter efficacement contre le terrorisme ?**

Il y a beaucoup de réflexion sur le niveau d'armement d'une démocratie face au terrorisme, on peut se demander si un État s'affaiblit en se démocratisant. C'est le même problème avec les influences étrangères, d'ailleurs ! Et de fait,

oui, un État plus libéral et démocratique sera plus exposé à des influences étrangères agressives qu'un État qui cloisonne et surveille tout.

Cela dit, quand on regarde les études qui mettent en relation le niveau de démocratie d'un pays et son niveau d'exposition au terrorisme, on observe une courbe en cloche. Les démocraties dites parfaites, d'un côté de cette

courbe, laissent assez peu de places à la contestation violente puisque l'expression y est libre, le risque terroriste y est donc plutôt réduit. À l'autre extrémité de la courbe, on trouve les États les plus autoritaires qui sont assez efficaces dans le contre-terrorisme, grâce à la puissance de leur appareil répressif. Entre les deux, on a cette cloche où se trouvent les démocraties imparfaites où les élections ne sont pas toujours hon-

nêtes, où la presse est un peu contrôlée, où la liberté de réunion est faible... C'est dans ces pays que la violence terroriste est la plus élevée.

**Si on s'en tient à cette courbe, pour lutter contre le terrorisme, un État peut donc devenir une dictature implacable ou au contraire une démocratie parfaite ?**

Oui, on peut voir les choses comme ça.

**Et où situeriez-vous la France sur cette courbe ?**

La France est une démocratie fonctionnelle avec des débats de villages gaulois. On aime bien « *se foutre sur la gueule* » si vous me permettez l'expression. Ces débats ne sont pas toujours très sains et ne volent pas toujours très haut. Il faut donc ramener

du savoir et tenter de tirer le débat vers le haut, car cela contribue à élever notre niveau de démocratie et donc notre capacité de résistance face à beaucoup de maux.

**Comment jugez-vous les mesures prises par l'État français contre la menace terroriste ?**

La réponse française depuis janvier 2015 a été très largement sécuritaire et a négligé

les volets de la prévention et de la réinsertion. La sécurité il en faut, car, chaque attentat contribue à approfondir la plaie et nous empêche de cicatriser. Il faut donc prévenir autant que possible la survenue des attentats.

Mais l'idéal serait qu'il y ait de moins en moins de tentatives d'attentats à prévenir ! Je trouve que la France gagnerait beaucoup à renforcer la prévention auprès du public

**« Il faut prévenir autant que possible la survenue des attentats. Mais l'idéal serait qu'il y ait de moins en moins de tentatives d'attentats à prévenir. »**

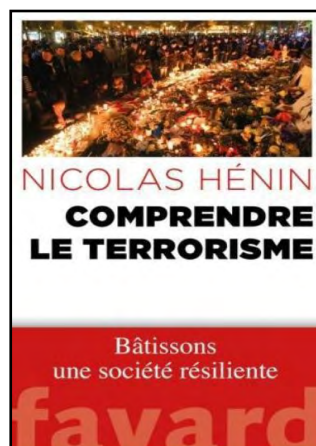


*Nicolas Hénin - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Elie Guckert et Lucas Hueber*

---

le plus susceptible d'être recruté par les terroristes, mais aussi auprès du reste de la société, car c'est l'affaire de tous. Quand on est engagé dans un combat, c'est important de pouvoir porter des coups rapides et puissants. Mais c'est aussi important de ne pas s'effondrer quand on en reçoit. La défense passive est donc au moins aussi importante que la réponse active.

La plupart des mesures de sécurité qui ont été prises en France sont avant tout une façon pour les pouvoirs publics de dire à l'opinion « *ne vous en faites pas, nous gérons, nous sommes actifs et nous entreprenons des choses* ». Mais la plupart des réactions prises dans l'immédiateté sont plus intuitives qu'efficaces. ■



***Comprendre Le  
Terrorisme -  
Nicolas Hénin -  
Fayard (2017)***